

TÉMOIGNAGE

Offensive turque en Syrie : l'angoisse d'une Française et son fils détenus dans le camp de Roj



Des enfants dans le camp d'al-Hol, qui abrite des proches de membres du groupe État islamique, dans le gouvernorat d'Al-Hasakeh (nord-est de la Syrie), le 28 mars 2019. Giuseppe Cacace, AFP

par AUDE MAZOUÉ

Soraya, grande sœur d'une jeune trentenaire radicalisée partie en Irak en 2014, se démène depuis la France pour que sa cadette et son neveu puissent être rapatriés en France. Dans un camp syrien, ils sont exposés à tous les dangers. Témoignage.

« S'il m'arrive quelque chose, pardonne-moi. » Voici le dernier message que Soraya, 38 ans a reçu lundi de sa petite sœur, Inès, depuis le camp de Roj, dans le nord-est de la Syrie. Dans ce camp de détention des membres de l'organisation État islamique, cette Française redoute les combats entre Kurdes et Turcs. Depuis que les Turcs ont lancé une offensive contre les combattants kurdes dans le nord de la Syrie, la cadette a préparé son sac et attend. Tapie dans l'angoisse avec son fils de trois et demi. À Roj, « c'est la panique », assure Soraya, restée en contact avec la jeune Française partie en 2014 en Irak, puis en Syrie.

« Ma sœur n'avait pas le profil d'une jihadiste »

Les raisons de céder à la peur ne manquent pas. Inès craint de se retrouver dans la même situation que les femmes du camp d'Aïn Issa : dimanche 13 octobre, 785 femmes et enfants de jihadistes, dont une trentaine de Français, ont fui le camp situé à la frontière syrienne, après que les gardes kurdes ont déserté. Ils se retrouvent aujourd'hui livrés à eux-mêmes dans le désert, abandonnés de tous. Et l'hypothèse que les Kurdes quittent à leur tour le camp de Roj n'est pas impossible. Déjà, le nombre de gardes a été divisé par trois ces derniers jours dans ce campement de fortune où vivent 34 Françaises et 84 enfants. Il y a aussi la peur de connaître à nouveau la faim. Peur de mourir avec son fils dans un bombardement. Peur d'être tuée et de laisser son fils, seul, derrière elle. Il y a aussi la peur d'être récupérée par l'organisation État islamique.

Car la grande sœur l'assure, Inès a bien rompu avec l'idéologie jihadiste. « Ma sœur n'avait pas le profil d'une jihadiste. » Mais une série de circonstances malheureuses ont poussé cette musulmane pratiquante sans histoire, vivant en région parisienne, à grossir les rangs du groupe État islamique. « Elle n'a jamais vraiment épousé l'idéologie islamiste, croit savoir sa sœur, elle a surtout épousé son mari. Elle avait 30 ans, pas d'enfant, connu plusieurs divorces et s'est un peu jeté dans les bras du premier venu. Nous venions de perdre notre mère et avons grandi sans père. Elle était seule. Elle a épousé un homme plus jeune qu'elle, fraîchement converti. Ensemble, ils sont rapidement partis en Irak. Lorsque nous avons appris leur départ, nous sommes tombés des nues. »

Objectif France

La suite est une succession d'épreuves. Très vite, la jeune mariée se retrouve enceinte. Son mari, lui, décède, quelques mois plus tard. Son bébé n'a alors que deux mois. Si Soraya n'adhère en rien au discours extrémiste de sa petite sœur, elle évite le sujet pour ne pas la froisser et garder le contact. Elle perdra toutefois ce précieux lien pendant un an. Avant de le retrouver en novembre 2018. La repentie renoue avec sa famille. « À ce moment, j'ai retrouvé ma sœur comme je l'ai toujours connue, libérée du carcan jihadiste. »

Aujourd'hui, la jeune femme n'a plus qu'un seul objectif : être expulsée en Turquie afin d'être rapatriée en France et bénéficier du protocole **Cazeneuve**, un accord de coopération policière signé en 2014 avec Ankara qui encadre le retour d'expatriées dans le cadre de la lutte antiterroriste. « Ma sœur ne se fait pas de soucis, elle sait très bien que si elle parvient à regagner la France, elle ira en prison. Mais au moins, son fils sera en sécurité. »

« Le serrer au moins une fois dans mes bras »

Un petit garçon que Soraya ne connaît qu'en photo. « Je n'ai encore jamais serré mon petit neveu dans mes bras. J'aimerais pouvoir le faire une fois au moins dans ma vie. »

Comme tous les autres enfants des camps, le garçonnet est traumatisé par les scènes de guerre auxquelles il a assisté. « Il est extrêmement sensible aux bruits, poursuit la tante. Dès qu'il entend un avion, il est affolé. Il reste d'ailleurs toute la journée collé à sa mère. Il est extrêmement peureux. Il ne s'éloigne jamais de plus d'un mètre de sa maman. Et sa mère fait pareil. »

Dans ces conditions, le rapatriement des enfants sans leur mère, envisagé par certains, paraît inenvisageable pour la tante. « Il serait cruel de rapatrier seulement les enfants. Ce serait une catastrophe : comment voulez-vous que, plus tard, ces mêmes enfants aiment le pays qui les a privés de leur mère ? »

Au sentiment de peur, s'ajoute la colère. « La France aurait dû les rapatrier depuis bien longtemps », tempête la trentenaire. Longtemps réticente sur ce sujet sensible, la France s'est dite, à l'automne dernier, ouverte au rapatriement des enfants, à commencer par les orphelins, mais sans donner de calendrier. Mais un sondage publié en février, révélant que 67 % des Français étaient hostiles au retour de ses familles, semble avoir modéré les velléités gouvernementales.

« Si les autorités françaises ne bougent pas, ça finira mal »

En les laissant là-bas, « on compromet pourtant notre sécurité », poursuit la sœur, qui plaide sans relâche la cause des expatriés. Selon la jeune femme, « plus on attend, plus on court le risque que les adultes ne se radicalisent davantage », entraînant leurs enfants dans leur sillon mortifère. « Certaines femmes, toujours radicalisées, n'hésitent d'ailleurs pas à profiter de l'inaction de la France pour persuader celles qui veulent rentrer que la France les a abandonnées. »

Pas question pour Soraya de rester les bras croisés. Elle se démène depuis la France pour éviter que le pire se ne produise. Elle est d'abord entrée en contact avec l'association Collectif Familles Unies. Elle s'est également choisie une avocate de renom pour défendre la cause de sa sœur, **Marie Dosé**, qui milite pour le rapatriement des familles de jihadistes en France. « On a de la chance l'avoir. Elle donne tout pour tenter de les faire revenir. Mais elle n'est pas Superwoman. Si les autorités françaises ne bougent pas, ça finira mal. »

« Tout ça, c'est du gâchis », finit-elle par lâcher, désabusée. ■